TEXTE INTRODUCTIF A LA COMMISSION FINANCES.

Le rôle de notre organisation et la responsabilité sans cesse croissants qu'elle a auprés des résidents, dans leurs luttes, posent avec une acuité nouvelle la nécéssité de moyens financiers à la mesure de nos besoins, donc des luttes à mener.

Voici maintenant trois ans que notre féffération engage la bataille pour de meimmeures finances, pour se donner les moyens de ses actions. L'élaboration de deux budgets prévisionnels nationaux, une meilleure analyse, ont permis des progrés réels, mais il reste beaucoup à faire.

Notre congrés aura à prendre des décisions imporatantes au niveau des moyens à mettre en oeuvre en particulier en ce qui concerne le taux de la cotisation. Afin de donner à ce débat l'importance nécéssaire, lui assurer un caractère public et démocratique, il convient d'approfondir notre analyse. En effet, dégager des moyens nouveaux, pourquoi, sur quelles bases et comment?

Nous invitons l'ensemble des associations à lancer ce débat, sur la base du texte.

LES FINANCES SYNDICALES:

Notre dernier congrés a mis en avant la nécéssité pour chaque association de se doter d'un budget prévisionnel, afin d'avoir une politique financière plus responsable, Mais aussi plus audacieuse. De gros progrés ont été faits dans l'ensemble par les essociations, ils restent insuffisants globalement pour consolidement soutenir l'effort entrepris au niveau des finances de la fédération, d'autre part pour renforcer les trésoreries d'associations qui restent la poutre maîtresse de toute la trésorerie fédérale.

- L'importance du probléme:

Nous ne pouvons plus ,augourd'hui, nous permettre de travailler sans méthodes, ou avec des méthodes empiriques encore trop fréquentes. Il nous faut chaque jour être à même d'imformer, mener les luttes, être en mesure de réagir face à un adversaire, qui, lui est parfaitement outillé.

Le pouvoir dispose de mayens énormes, à commencer par la majorité de la grande presse, les radios, de la télévision, jusqu'aux moyens d'imformation de sa propre administration.

Face à cet arsemal impréssionnant, notre atout essentiel demeure l'action quotidienne de l'ensemble de nos militants; Encore faut—il que leurs efforts ne soient pas mis en cause pa un état déplorable de nos possibilités financières, et par voie de conséquance, des insuffisances graves dans le fonctionnement de l'organisation, et de son aptitude à mobiliser les résidents peur l'action.

L'élaboration des revendications, l'impulsion des luttes, la discussion et la vie interne du syndicat, l'évolution rapide du contexte de nos luttes, tout cela suppose des efforts renforcés et soutenus dans les domaines de l'imformation, de l'éducationsyndicale et de la propagande. Ainsi dans tous les aspects de la vie du syndicat, se pose la question des moyens dont la direction syndicale doit pouvoir disposer pour mener à bien ses responsabilités en contacr étroit avec les syndiqués et en liaison avec l'ensemble des résidents.

Nous devons nous donner les moyens de la politique que nous voulons mener sous peine de nous trouver dans l'impossibilité de faire face aux impératifs d'aujourd'hui, qui s'imposent sur le plan da syndicalisme, de son organisation et de son action. Cela suppose non seulement une orientation correcte, mais également des moyens plus importants et des méthodes plus affinées que par le passé.

La trésorerie doit occuper dans le travail collectif de la direction syndicale, une place à part entière. Il faut rompre avec l'image qui rend les finances synonymes de bureaucratie et de paperasserie sans grand intérêt pour l'action syndicale. Au sens où nous l'enrendons, dont permettre de savoir ce qui se passe dons chaque cité, et aussi d'orienter les efforts et les interventions de l'ensemble des militants.

Toute la direction syndicale est responsable devant les syndiqués de l'utilisation des fonds. Il fett donc tirer de la situation reflétée par les finances tous les enseignements utiles à la vie du syndicat. Cela suppose que la direction soit occastament en mesure d'apprécier l'état de son organisation; en particulier à partirdes renseignements fournis par une trésorerie correctement tenue...et correctement alimentée.

-Trois facteurs clés:

Les ressoirces normales de nos associations, qu'elles qu'elles soient dépendent de ces trois facteurs, qui se situent uniquement au néveau du syndicat:

- le nombre d'adhérents.
- le placement du timbre.
- le taux de la cotisation.

I)Le nombre d'adérents: Il pose le problème du recrutement en premier lieu; c'est à dire le renforcement du syndicat, lié au caractère de masse qu'il doit avoir. De ce point de vue, nous ne pouvons être satisfaits de la situation actuelle, même si elle est en constante progression. Pou d'associations dépassent les 25% de syndiqués. C'est insuffisant dans la mesure où notre audience et notre influence s'ébendent au delà. C'est aussi insuffisant dans la mesure ou seulement 40000 résidents sur 100000 ont la possibilité d'adhérer à l'une de nos associations.

Cela permet de poser un certain nombre de questions appelant à une reflexion approfondie: Est-il certain que nos directions syndicales s'attachent à faire une distinction correcte entre un syndiqué et un résident? Où en est notre pratique de la démocratie syndicale? La fédération, par sa direction nationale a-t-elle les moyens d'impulser la création de nouvelles associations permettant ainsi à des milliers de résidents de s'organiser pour mieux lutter? Pour quoi peu d'adhésions dans les conserve engagées?

Enfin comment réduire l'écart entre le nombre de syndiqués et le nombre de résidents qui participent pleinement aux actions que nous engageons. Nous rejoignons le problème posé du perfectionnement du fonctionnement du syndicat sur une base démocratique plus large. Si l'ensemble de ces questions ne sont pas l'objet direct de ce débat. elles sont d'une importance dans la vie financière de chaque association, dans la mesure où accroître le nombre de syndiqués, c'est déjà se donner les moyens supplémentaires pour mieux lutter.

-Le placement du timbre: Il est incontestable que trop souvent, faute de reflexion d'organisation, le placement du tombre de la fédération est le paint noir de notre pratique financière, mais aussi de la vie démocratique d'une association. De grands progrés restent à faire. Placer le timbre annuel auprés des syndiqués doit être considéré comme un objectif essentiel à la vie de l'organisation. Il peut permettre le seul contact systématique entre tous les syndiqués et l'organisation. Situé au milieu de l'année, aprés le congrés, cela peut être l'occasion d'un débat trés riche à l'intérieur du syndicat, permettant de tirer un premier bilan, d'engager une discussion approfondie, permettant au syndiqué de voir la place qu'il occupe et de lui faire jouer son rôle d'adhérant. Le placement du timbre annuel peut être un élément fondemental du developpement de la démocratie syndicale à condition d'y attacher toute l'importance nécéssaire.C'est aussi un moyen supplémentaire de faire vivre l'organisation par un apport fixe en milieu d'année. Cette constatation sur le rôle actuel du timbre dans la fédération par rapport à ce qu'il devrait être, témoigne des progrés qu'il reste à faire pou une juste conception du syndicat de masse et une réelle pratique de masse,

A travers le nombre d'adhérents et le nombre de timbres diffusés, il apparaît évident que la répartition de certaines tâches fixes sur un plus grand nombre de cartes et de timbres doit permettre de dégager des ressources nouvelles et faciliter le financement des activités normales de l'organisation.

Cependant, cette constatation, qui exige des efforts, ne suffit pas à tout expliquer.

Même avec une situation que l'on pourrait qualifier de satisfaisante du point de vue des effectifs et des timbres, la question des ressources normales pour faire face aux tâches indispensables resterait posée. Y répondre, necessite de s'attaquer au troisième facteur clé.

- Le taux de la cotisation :

La détermination du taux de la cotisation peut soulever, en règle générale, deux sortes de remarques de la part de bon nombre d'associations. Ce fut le cas lors du congrès de Lyon en 1971.

- La première se réfère à ce qui est pratique ailleurs. Vouloir prendre une décision en fonction de ce critère serait vider de tout son sens la contribution financière du résident syndiqué, aux besoins de son organisation. C'est refuser de voir le véritable problème et agir par opportunisme que de se référer à des situations qui sont différentes. Il convient tout de même de souligner que le taux des cotisations en France est largement inférieur aux autres pays, et que notre organisation n'a jamais été dans le groupe de tête ; c'est qu'en effet, la véritable démarche se situe pur rapport à nos besoins propres.
- La deuxième consiste à dire que le nombre de syndiqués va diminuer si on élève la cotisation. Or, le syndiqué, en règle générale (et notre propre expérience le démontre) se pose moins la question du montant de la cotisation, que celle des services que lui rend son syndicat et de la place qu'il y occupe dans les prises de décision.

Ici encore, le respect de la démocratie syndicale prend toute son importance à la fois par le sentiment qu'elle donne au syndiqué d'être au coeur du débat qui le concerne, et par sa participation à la discussion et à la décision en matière financière, discussion et décision à partir d'éléments concrets justifiants les besoins du syndicat.

Et ces besoins concrets, comment les voir là où les finaces ne sont pas partie intégrante de la vie de l'organisation ? Comment les justifier sans une trésorerie qui permette de voir la vie du syndicat, avec une trésorerie sans budget prévisionnel ?

C'est donc par rapport aux besoins propres relatifs au fonctionnement géneral, à la propagande, à l'effort d'information et d'éducation que se pose le problème du taux de la cotisation. C'est aussi par rapport aux besoins découlant d'obligations statutaires, tels que la part restant à l'association et celle revenant à la fédération.

Si l'association dispose d'autres moyens pour assumer sa vie propre, en dehors des 3 facteurs clés, la fédération, elle, n'en dispose que de deux : <u>le nombre d'adhérents et le taux de la cotisation</u>. Il importe donc, pour clarifier le débat, de se poser deux questions.

- . L'association met-elle tout en oeuvre pour assumer ses rentrées et a-t-elle besoin d'augmenter la part de cotisation lui revenant.
- . La fédération, compte tenu de ses responsabilités, peut-elle continuer à vivre avec 3 f de cotisation par adhérent.

L'atat actuel de nos finances permet de répondre par la négative à cette 2ème question. Il reste maintenant à déterminer sur la base de sa pratique, de ses besoins actuels, quelle est la part de cotisation nécessaire à un fonctionnement décent, qui plus est, normal, d'une organisation nationale.

TEXTE PREPARATOIRE A LA COMMISSION FINANCE

Les décisionsà prendre proposées dans ce texte sont établies d'après l'analyse sur 3 ans des comptes financiers de notre fédération. Elle met en évidence des faits importants devant lesquels tout syndicaliste et dirigeant d'association doit prendre ses responsabilités afin de garantir le caractère sérieux du débat lancé. Les propositions contenues dans ce texte seront soumises aux décisions du congrès, chaque délégation devant être mandatée sur ce point plus particulièrment.

NB:-Les chiffres donnés dans l'analyse sont arrondis à IOO FRS près.

-Les chiffres sont en nouveauxfrancs. .

-Les chiffres pour cette année sont pris au 20 janvier et extrapolés à ce qu'ils devraient être au congrès, compte tenu des dépenses et des recettes possibles.

I tableaux chiffrés sur 3 ans

a) Evolution des dépenses engagées

TOULOUSE ((72)	37200	DONT	8000 1	FRS I	DE I	DETTES	
ORSAY ((73)	94000	DONT	10200	FRS	DE	DETTES	
LILLE ((74)	60000	DONT	28600	FRS	DE	DETTES	
LILLE ((74)	60000	DONT	28600	FRS	DE	DETTE	5

b) EVOLUTION DES DEPENSES NON PAYEES AU CONGRES

T	OULOUSE	(72)		10200	FRS
L	YON			8000	FRS
0.	RSAY	(73)		28600	FRS
L	ILLE	(74)	13	10000	FRS

c) EVOLUTION DES RECETTES ENREGISTREES

TOULOUSE (72)		31100	IOOOOCOTISATIONS	
	ORSAY	(73)	68000	26100 COTISATIONS
-	LILLE	(74)	> 50000	22000 COTISATIONS

d) EVOLUTION DES COTISATIONS PAYEES AU CONGRES

TOULOUSE	70/71	4700	14100	I,50	
	71/72	9400		3,00	
ORSAY		13400	26100	3,00	
	72/73	12800	20100	3,00	
LILLE		9000	> 22000	3,00	
	73/74	13000	>22000	3,00	

NB : Ne pas confondre cotisations et mandats

Sur 72 ILmanque 900 cartes non payees dont 200à CDNDILLAC Les cartes placees après le congrès nous sont rarement payées

II ANALYSE DES TABLEAUX

- A) Les différents tableaux montrent que les dettes de la fédération sont en diminution cette année mais restent sur une base constante, voisine d'un million, depuis le congrès de Lyon. (L'écart pour le congrès d'Orsay (tableau b) étant simplement dû à la publication de cités u' (10600 FRS sur les 28600 FRS) sans publicité.
- B) L'effort réalisé cette année pour rédiure l'état de nos dettes s'est réalisé au détriment de la vie de la fédération et de son expression nationale:
- I) nos dépenses en materiel national ont été considérablement dimi--nuées: (pas d'affiche de rentrée, pas d'affiche de congrès, un tract national, 2 affiches R-U et loyers, l'appel aux syndiqués).
- 2) Le bureau national fonctionne sans moyens: plus de secrétaire depuis 8 mois, pas de machine à écrire, ni de roneo lui appartenant.
- 3) Les dettes en materiel ont été principalement réglées avec l'argent des cotisations, alors que celles-ci servaient aux frais de fonctionnement et de dé-placements.
- 4) 8 camarades au BN alors que il en faudrait au minimum I2 (BN élu au congrès de Lyon) pour assumer les taches centrales et une suite plus régilière des villes ,mais 4 camarades de plus signifie débloquer 800.000FRS pour les faire participer aux BN et auCN et à la suite des villes.

Il est donc réaliste de dire que la résorbtion des dettes se fait au détriment du déve-loppement de notre organisation, par une limitation évidente de ses moyens par l'imp-ossibilité de faire l'effort nécessaire à une implantation plus profonde de notre fé-dération là où les résidents n'en ont jameis entendu parler EX: CAEN 4000 résidents;

III BOURQUOI DES DETTES ?

Nous avons mis en évidence que la fédération possédait depuis le con--grès de Lyon une dette moyenne de IOOOO FRS et qu'elle n'était pas supérieure de par la volonté de la direction nationale de la limiter même au détriment de notre développement.

Cette dette a une origine très simple indépendante du bureau national mais de la res ponsabilité de la majorité des associationn réunies au congrès de Lyon.

Alors que le bureau national de cette époque, compte tenu de l'augmentation des tarifs(papiers timbres voyages etc) et des besoins nouveaux de notre fédération proposait une cotisation à 8 FRS avec 4 FRS revenant à la direction nationake la majorité des association se prononçait pour une carte comprise entre 6 et7 FRS: de ce vote, il en est ressortit une carte à 6f et un timbre annuel: et......

I million d'anciens F de rentrées refuses à la trésorerie nationale alors qu'elle en avait impérativement besoin.

Depuis I97I, la situation financière de la fédération, considérable améliorée quand à sa gestion, a suivi de plus en plus difficilement les besoins nouveaux, les augmentations nouvelles de tarifs, qui sont venus s'ajouter au handicap initial.

Il nous appartient aujourd'hui de prendre des décisions responsables tenant compte en premier lieu des nécessités de la lutte aujourd'hui, et de nos besoins réels.

IV-QUELLES SOLUTIONS

a)en augmentant le nombre d'adhérants, nous dévellopons des ressources nouvelles. L'objectif de I4 000 adhérants au Congrès, par rapport aux I0 000 de l'an passé, en étant réaliste et cohérent au niveau de sa réalisation, permettait de rassembler: I4 000 × 3+=I2 000f supplementaires. Or, aujourd'hui, ce n'est pas I2 000 f de plus, mais plus de 45 000 que la fédération a besoin. Il n'est donc d'autres solutions que d'augmenter les cotisations, si nous voulons prendre une décision responsable, en tenant compte du fait qu'augmenter les cotisations signifie donner des moyens nouveaux aux syndiqués, leur faire prendre une part plus active à la vie de leur organisation.

Sur cette base, nous proposons de porter la part de la cotisation revenant à la trésorerie fédérale à 6 f, à partir du I° octobre 74

V-SIGNIFICATION DE CETTE AUGMENTATION

En maintenant l'objectif minimum de I⁴ 000 adhérents pour 7⁴/75 et, en tenant compte du fait que cette augmentation devra être valable pour 75/76,ce qui signifie prévoir dés aujourd'hui les augmentations éventuelles des différents tarifs, la carte à 6 f signifie:

pour IO 000 cartes: 30 000 F DE ressources nouvelles pour I4 000 ": 42 000 F" " "

En conséquence, augmenter l'objectif de IO 000 à I4 0000 et augmenter le taux de cotisation de 3 à 6 f pour la trésorerie fédérale signifie apporter dans les caisses:

I2 000 + 42 000= 54 000 f nouveaux

qui tiennent compte des besoins pour 74/75 de 545 000 f minimum, et des besoins à plus long terme, jusqu'en 1976/77.

VI-QUEL SERA LE TAUX DE LA COTISATION QLOBALE?

Si les besoins de la fédération sont de 6f impératifs, avec I4 000 adhérents minimum, il reste à déterminer la part globale de la cotisation, et pour ce faire des besoins de chaque association, 2 possibilités sont cffertes:

I-maintenir la part de l'association à 3f la carte, avec la possibilité de If supplémentaire sous forme de timbres.

2-passer la part de l'association à 4° par carte, avec la possibilité de If supplémentaire sous forme de timbres.

En conclusion, le choix minimum se résume à:

6f + 3f = 9f + 1 timbre

6f + 4f = IOf + I timbre

VII-QUELLES SONT LES UTILISATIONS POSSIBLES DE CES RESSOURCES NOUVELLES

Nous pouvons distinguer 2 utilisations possibles à ces ressouces nouvelles. I°)donner à la fédération des moyens indispensables à ceux d'une organisation nationale

-en réscrbant définitivement nos dettes: TO 000f
-en augmentant le nombre de membres du BN de 8 à 12 camarades,
soit 800 000f minimum.
-en utilisant une secrétaire, afin de parmettre aux camarades de Paris
de se décharger du secrétariat (tapage, tirage, envoi de circulaires=
I journée complète par semaine) pour mieux assumer les contacts aves
les autres organisations et s'implanter sur le centre de Paris
soit 400f × 8 mois=3200f minimum
-en achetant leematériel indispensable: ronéo, machine à écrire,

meubles de rangement: 1000 f minimum
2°)donner à la fédération dessmoyens nouveaux, en associant beaucoup plus

les syndiqués

-en diffusant un journal aux syndiqués, spécifique, leur donnant des informations plus particulères, dans tous les domaines, àraison de 4 numéros minimum par an(tirage I5 000, 4 pages, type appel aux syndiqués soit environ 8000 par an , pour les 4.

-en sortant des bulletins intérieurs plus réguliers, sous 2 aspects: -analyse plus approfondie de domaines spécifique: culturel, international, finances.

=comptes rendus de collectifs, congrès, réunions avec d'autres organisations, ce qui n'exclut per la continuation de l'effort entrepris depuis 2 ans pour sortir des circulaires plus nombreuses, plus rapides, plus détaillées.

soit 6000 f de plus.

=en maintenant notre effect en matériel national:affiches et tracts pour tous les résidents, syndiqués ou non, étayant une action revendicative engagée ou à engager. Il faut compter sur un minimum de 5 affiches par an et 4 tracts nationaux (rentrée, congrès, + 2 autres), soit 2 affiches et 2 tracts de plus que cette année soit 6000 f de plus

le bilan actuel de l'utilisation nous donne

-22 200 f de moyens indispensables

-20 000f de moyens supplémentaires dont certains étaient déjà prévus dans les budgets prévisionnels antérieurs, mais non réalisés, faute de moyens.

3°)il faut ajouter à ces 2 utilisations une troisième, qu'il est responsable de prévoir et qui concerne l'augmentation des tarifs, dans tous les domaines. Nous pouvons dire que ces augmentations nous prendrons IO% supplémentaires par rapport aux tarifs actuellement pratiqués. Nous trouvons, sur cette base, 400 000 F de plus à débloquer sur les 2 premiers points, qui ne tiennent pas compte du budget normal et actuel de la fédération, qui à lui seul, pour rester constant necessite plus de 6000 F pour faire face aux hausses prévisibles pour l'an prochain (indice CGT des prix ou india INSEE prevoiait un minimum de IO%)

VIII - Quel sera LE BUDGET PREVISIONNEL DE LA FEDERATION :

S'il n'est pas encore possible de l'établir aujourd'hui, par manque de devis assez nombreux d'imprimeurs, il sera marqué par suite de la décision responsable et impérative que chaque association doit prendre après large discussion, au congrès, par une augmentation importante des ressources sous forme de cotisations, ainsi que par un meilleur financement des dépenses indispensables à notre organisation.

Par ailleurs, demander plus aux syndiqués, pour faire face à ces besoins indispensables, signifie aussi faire plus pour nos adhérents c'est à dire l'importance que peut avoir la publication d'un journal intérieur régulier, pour nos adhérents, de même que l'importance que prend dans l'aspect des finances, le développement de la démocratie syndicale dans chaque association, or il n'est pas inutile de le répéter, un adhérent se pose moins la question du montant de sa cotisation, que celle du rôle et de la place qu'il occupe dans son organisation.

IX AUTRES PROBLEMES ABORDES

La commission finances du congrès sera l'occasion de revenir sur le rôle du budget prévisionnel pour chaque association, ainsi que sur d'autres aspects des finances de la fédération.

- mandats des stages
- abonnement au bat. I.

Sur ces 2 points, nous proposons de maintenir les montants actuels, malgré l'effort important qui devrait être réalisé sur le B.I., si vous en décidez de façon responsable les moyens.

Bonne préparation.

Cette commission "Universitaire" sera la première de ce type dans un congrès de la FRUF. Elle a pour but de jeter les bases d'une réflexion qui devra se pour suivre après le congrés dans la Fédération.

1°) Le premier but de la commission sera d'apporter aux directions des associations de la FRUF un certain nombre d'informations concernant la politique universitaire du pouvoir, et notamment ses grands objectifs, présents dans le VIème plan; les tentatives de réforme qui l'ont suivi et plus dernièrement, la réforme Fontanet. Ceci nous amènera à réfléchir sur le rôle que le pouvoir veut faire jouer aux oeuvres, dans le cadre de ces objectifs et à la riposte que nous devons lui apporter.

Il apparaît aujourd'hui comme une nécessité pour la bataille que nous avons à mener sur les cités : d'une part d'avoir une connaissance beaucoup plus approfondie des réalités universitaires et d'autre part d'intégrer toujours mieux nos luttes à celles qui se mènent sur l'ensemble des secteurs de l'université.

Moins que jamais, nous ne pouvons nous passer de cette réflexion sur la P.V.P, moins que jamais, nous ne pouvons être à même d'avoir une analyse et donc des objectifs et des modes d'ordre justes, sans cette capacité de toute notre organisation à

appréhender globalement le cadre dans lequel s'inscrivent nos luttes.

2°) Le 2ème objectif de la commission (par rapport au ler) sera de réfléchir et de faire des propositions quant au rôle de la FRUF.

Syndicat des résidents, la FRUF a à prendre en compte l'ensemble de leurs problèmes, on ne peut "saucissonner" le résident, sous peine de s'en tenir à un aspect strictement catégoriel, coupé de la réalité que vivent les résidents.

Le résident est avant tout étudiant, les problèmes de conditions d'étude, de débouchés sont souvent pour lui au ler plan, nous avons donc en tant que syndicat des résidents à intervenir sur cesquestions comme nous intervenons sur les problèmes de sports, de loisirs, de culture etc...

Notre lère intervention doit être, semble-t-il, d'abord au niveau de l'information, d'informer les résidents sur la PUP, sur le contenu des "réformes" et les objectifs du pouvoir, mais aussi l'intervention de la FRUF sur ces problèmes, par notre présence dans les intersyndicales, les prises de positions sur les questions universitaires, un travail de notre part sur les cités lorsque des luttes se mènent à l'université.

Un autre facteur clef de notre intervention dans ce domaine, sera le développement des services, aide concrète aux étudiants face aux difficultés qu'ils rencontrent, mais aussi et en même temps, lutte contre la politique de sélection pratiquée par le pouvoir à l'université. Cet aspect primordial aujourd'hui de notre intervention sera vu plus à fond à la commission "culturel".

- 3°) Après ces deux premiers points dont devra discuter la commission, à savoir :
- "nécessité d'une analyse et d'une connaissance plus approfondie des réalités universitaires"
- et "redéfinition de notre rôle quant à notre intervention sur tous les problèmes concernant la vie des résidents et en particulier les problèmes universitaires. Un troisième point devra être abordé en relation directe avec le débat d'orientation (notre ligne syndicale : 4)

C'est la question de nos relations avec le syndicat étudiant l'UNEF.

Aussi bien en ce qui concerne le 1°) que le 2°), nos relations avec l'UNEF sont application de l'UNEF peut fournir l'ensemble des éléments qui nous sont primordiales. Seule l'UNEF peut fournir l'ensemble des éléments qui nous sont nécessaires pour une vision globale desréalités universitaires : connaître, réfléchir, discuter les analyses de l'UNEF sur l'université, devient plus que jamais une nécessité pour nos directions et associations comme pour le BN. C'est en ce sens d'abord que doivent se développer les relations des directions de villes de la FRUF avec les bureaux d'AGE - UNEF.

Sur le 2ème point comme sur le développement des services, notre intervention doit être conçue, non pas d'une façon parallèle à celle de l'UNEF mais bien au contraire dans un soucis de convergence et de consolidation mutuelle.

Voilà donc les 3 axes essentiels de discussion de la commission, le 3ème point sera développé (notamment sur l'intersyndicalisme, les actions communes, les services) dans le débat sur le rapport d'activité et le débat d'orientation.

Significat des résidentes, la FRUM d'a premire es compte l'ensemble de leurs pre-

t e Eredifinition de notre râle quant à notre auterventien sur tous les problèmes

concernant la vie des résidents et en particulier les problèmes universi

Serefully according to the triple of triple of the triple of triple of the triple of the triple of triple of the triple of the triple of tripl

des services, nide fondrete anx étudients race aux difficultés qu'ils rencontrent,

. . . \ . . .

lexte introduct. F. commo- Internationnal

EXAMEN DE L'ACTIVITE DE LA FEDERATION LE SIOVEMENT TOUR

- 1) Solidarité avec les peuples et étudiants du monde.
 - a) Au niveau national

Notre activité s'est développée surtout depuis la rentrée et dans trois directions essentiellement:

- la solidarité avec le Chili
- les évènements du Moyen-Orient

- la solidarité avec les peuples d'Indochine. La FRUF a manifesté sa solidarité avec le peuple Chilien frappé par le fascisme, notamment par sa participation à la Conférence Européenne de la jeunesse le 22 septembre à Paris, étape primordiale et décisive dans notre mouvement de solidarité et entre autres, par sa participation aux différentes manifestations nationales et internationales (Turin) et meetings (Cité Internationale).

La FRUF a renouvelé aux pays arabes et au peuple palestinien en particulier son soutien lors des évènements du 6 octobre en réaffirmant lors d'un meeting de soutien (11 octobre) organisé par lesassociations d'étudiants magrhébiens que nous exigions l'instauration d'une paix juste au Moyen-Orient par le retrait total des troupes israéliennes des territoires arabes occupés, la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple palestinien et la reconnaissance de la résolution de 1947 de 1'ONU.

Deux évènements importants ont marqué notre combat de solidarité avec les peuples

a) La Conférence Internationale sur le Cambodge que s'est réuni à Paris les 8 et 9 décembre. Levert of our siem solliv sel sons series in ancitate d'inse

Cette conférence fut une étape significative dans le développement de la solidarité internationale avec le peuple cambodgien en lutte pour la paix et l'indépendance. Environ 300 délégués y ont participé venant de 28 organisations internationales et d'organisations nationales de 53 pays de tous les continents.

Une semaine nationale d'action courant Avril a été décidée ainsi que diverses recommandations d'action.

b) La manifestation du 30 janvier à Paris pour exiger l'application de l'accord de Paris sans cesse violé par les USA et Saïgon depuis le 27 janvier 73, date de leur signature. La conférence de Stockholm sur le Vietnam convequera une conférence internationale sur le Vietnam fin mars 74, soit un an après le retrait des dernières forces US.

Les 53 organisations françaises qui luttent ensemble pour l'indépendance du profi peuple vietnamien ont ainsi vigoureusement dénoncé la nouvelle et grave menace que Thieu fait peser sur le maintien de la paix et l'indépendance du peuple de vietnamien après s'être opposé systematiquement depuis un an à l'application des accords conclus.

GANOTENATINI COMMO INTENATION

Nous avons d'autre part renouvelé sa solidarité au peuple algérien, aux étudian et à leur organisation l'UMEA lors du meeting du ler novembre commémorant l'assassinat de Ben Barka.

Nous y avons souligné l'attention particulière que nous portions au développement positif de secteurs entiers de la vie du peuple algérien notamment à l'Université, développement qui ne saurait se passer plus longtemps de la reconnaissance de l'UMEA (levée de la dissolution)

Le 11 novembre, sur l'invitation de l'UMEA à participer à un meeting de solidarité avec le peuple marocain en lutte, contre les 16 condamnations à mort du procés de Kénitra. Notre Fédération a manifesté son soutien aux forces progressistes marocaines en dénonçant la répression sanglante exercée par Hassan II.

La FRUF s'est réjoui de la victoire remportée par le peuple des Guinée-Bissao sur le néo-colonialisme portugais et concretisée par la proclamation de la république indépendante de Guinée-Bissao.

Nous avons réaffirmé notre soutien dans un tract commun aux étudiants Grecs victimes d'une répression fasciste sanglante.

Notre activité a été marquée aussi par notre participation au Congrés Mondial des Forces de Paix qui s'est déroulé à Moscou fin octobre.

c) au niveau local

Le travail des associations, bien qu'en progrés, reste fort insuffisant.

pour le soutien au peuple Chilien, les associations FRUF ont participé aux divers meetings et manifestations à Paris, Bordeaux, Toulouse, Lille, Strasbourg.

Il est à noter, au niveau de la solidarité avec le peuple Chilien, que les Associations se sont en général préoccupé très largement de se joindre aux manifestations unitaires dans les villes mais que le travail de masse, d'information n'a pas toujours été fait dans les cités même au moyen de meetings débats, de projections de films.

2) Défense des étudiants étrangers en France.

a) Activité du BN

Deux points : le CDEEF et la création au sein du CNO d'une commission ou groupe de travail "Accueil" où l'un de nos élus UNEF-FRUF-UGE siège.

L'activité du CDEEF a connu un certain ralentissement depuis quelques mois.

Actuellement, le travail du comité porte sur la mise sur pied d'un statut de l'étudiant étranger en France sous forme de projet de loi et de sa popularisation.

b) Associations

Au niveau des comités de défense locaux leur activité à Lille, Bordeaux, Grenoble, Toulouse doit être améliorée. La commission devra y revenir.

Par contre, en de nombreux endroits, le problème des conditions de vie, des libertés démocratiques et surtout des admissions a été traité (Dijon-Paris) par les associations avec les organisations représentatives des étudiants étrangers.

. . . / . . .

ce. Environ 300 délégués y

II NOS TACHES

Elles découlent bien évidemment des carences constatées et donc de la nécessité de les combler rapidement.

a) BN

- pour suivre plus activement notre travail au comité de défense, notamment par la popularisation du statut et la préparation d'une journée nationale de diffusion de ce statut, surtout dans les villes où existent des comités locaux
 - donner une information régulière
 - impulser, soutenir l'action des associations désirant agir sur ces problèmes
 - parution du BI Internatioanl fin février

b) Associations

- développer des actions de solidarité en commençant par donner une bonne information (compte-rendu réel des rapports ou points internationaux des collectifs)
- prendre contact avec les associations d'étudiants étrangers et les organisations démocratiques aussi bien sur les problèmes de lutte anti-impérialiste que pour les problèmes rencontrés au sein des comités locaux du CDEEF.
- prendre l'habitude de recueillir tous les éléments d'enquête concernant les problèmes des conditions de vie des étudiants étrangers (les rapports d'activité des services d'accueil, spécialisés des CROUS peuvent être réclamés par les élus.
 - s'abonner aux trois principales revues :
 - Etudiants du Monde revue de l'UIE
 - . Combat pour la paix revue du mouvement de la paix
 - . Droit et liberté (revue du MRAP)

TEXTE INTRODUCYIF A LA COMMISSION CULTURELLE.

Cette commission, traditionnelle dans les congrés de la F.R.U.F., devra cette année s'efforcer d'approfondir un certain nombre de notions, et de faire des propositions concrétes d'une part au niveau national, d'autre part concernant les associations.

Partie intégrante de notre activité syndicale, l'animation de la vie collective en cité est basée sur l'idée que nous devons défendre l'ensemble des intérêts des résidents et notamment ceux concernant la vie culturelle. Les résidents subissent aujourd'hui comme l'ensemble des étudiants la politique de pénurie et de sélection à l'université (controle continu, manque de bibliothéques, de polys, T.P. surchatgés...) Ces difficultés plus graves que jamais qu'ils rencontrent à l'université doivent nous inciter à élargir notre intervention. Ne pas se contenter des activités culturelles traditionnelles (clubs, spectacles, conférences,...) mais fouiller la notion de "handicap culturel" et apporter concrétement une aide aux résidents dans leur vie universitaire (groupes d'études, bourse aux livres, monitorats, bibliothèques par disciplines, polys...) Il ne s'agit pas d'un abandon des activités que nous awons au jusqu'à présent, mais au contraire de leur extension, et d'un élargidsement considérable de notre intervention, dans le but d'être toujours plus prés des résidents, de leurs problémes, d'être à la fois à leur service et la aussi de leur faire prendre en main démocratiquement l'ensemble de ces activités.

Le travail de la commission sera de faire au congrés des propositions concrétes, concernant cet élargissement de notre intermention. Le deuxième aspect de la commission sera d'approfondir, notre analyse sur les activités culturelles habituelles de nos associations, de réaffirmer certaines positions de la fédération, d'étudier les possibilités qui nous sont offettes localement par les contacts avec les organisations intervenant dans ces domaines: (tourisme et travail, FSGT, FOL, MJC...)

Enfin nous devons envisager la possibilité d'initiatives nationales, culturelles (tournées d'artistes par ex.), de loisirs (échanges intorcités pendant les vavances par ex.), sportives (tournois intervilles...)

Les associations auront donc en ce domaine à faire des propositions sur la base si possible d'un premier travail de reflexion et d'étude technique de leur part.

000000

TEXTE INTRODUCTIF A LA COMMISSION :

INFORMATION

La commission information du congrés d'Orsay avait déjà tiré les conclusions essentielles quant à la nécessité politique de l'information en tant quélément permanent du rapport de force créé par l'organisation. Un examen de la pratique de la Fédération depuis un an, nous prouve qu'il y a encore une trop grande hétérogénéité dans ce domaine. Des progrés certains ont été faits dans un certain nombre d'associations, ainsi qu'au niveau national, néanmoins, la carence principale est dans l'utilisation des moyens d'information dont nous disposons :

Cela provient du fait que nous avons trop l'habitude de considérer ce point de notre activité en tant que tel et non pas relié à toute la vie démocratique du syndicat. C'est pourquoi, avant d'aborder les problèmes techniques, il faut replacer la préparation de cette commission dans le contexte du congrés dans son ensemble et notamment à partir du thème central.

Par "donner aux résidents la FRUF dont ils ont besoin", l'information a un rôle primordial à jouer. Nous avons beau avoir la plus juste conception du syndicat, de son rôle et l'appréciation exacte de ses moyens, si nous ne portons pas son activité sur la place publique à commencer par l'organisation, notre travail aura été immtile. D'où l'importance de ne négliger aucun secteur pour que les analyses que nous sommes capables de faire aient l'efficacité qu'elles méritent. En effet, l'information est au même titre que les finances ou l'éducation, un moyen qu'on se doit de développer de façon à permettre la concrétisation de toute l'activité militante face au pouvoir.

La réflexion sur toutes ces questions, notamment sur la démocratie syndicale, qui doit s'instaurer au congrés, nous oblige à avoir une réflexion parallèle dans le domaine de l'information.

Voici les thèmes qu'il nous semble importants de discuter :

- au niveau des associations : intérieur - information syndiqués

- " résidents

- journal d'association, de ville

extérieur - presse

- opinion publique etc...

- <u>au niveau national</u>: les circulaires

les bulletins intérieurs

conception et prise en charge

"cités U" Les difficultés financières et la sous utilisation du matériel sorti jusqu'à présent nous conduisent à repenser la vocation de

"cités u" dans notre activité. La proposition du BN est d'en faire un journal interne pour les syndiqués, bimensuel format demi-journal avec l'objectif d'élargir sa diffusion par prospection abonnement et des numéros spéciaux pour tous les résidents à certains moments précis.

Cette formule ne règlerait pas tout les problèmes financiers, certes, cela suppose un effort des associations important à ce niveau et c'est pourquoi les détails précis sur la base des devis que nous avons seront discutés en liaison avec la commission finances. Or une chose doit être entendue : "cités U" ne peut gréver la trésorerie nationale selon cette formule, il faut donc que les frais soient couverts entièrement par les associations dans un premier temps et plus tard par les abonnements. Il faut donc que, en tout état de cause, les décisions qui seront prises, le soient avec responsabilité.

Le but de la commission sera donc triple :

D'une part faire le bilan de l'activité internationale de la fédération au niveau local et national depuis le VIème congrés,

D'autre part, devront être abordés lesproblèmes de notre démarche en ce domaine (défense des étudiants étrangers - solidarité avec les étudiants du monde, défense de la paix, des libertés démocratiques), mais aussi refus de la division dans le syndicat, diverses formes de soutine possibles etc...

Enfin, nous aurons à cerner lestâches qui nous attendent en ce domaine.